

Cambodia Indigenous Peoples Alliance (CIPA)

Katrine Gro Friborg

Évènements en 2021

Introduction

En octobre, des experts de l'ONU ont sommé le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour sauvegarder l'espace civique et démocratique du Cambodge en mettant concrètement en œuvre les recommandations déjà acceptées lors de l'Examen périodique universel de 2019. Parmi celles-ci figurait un engagement à créer des conditions suffisantes pour que « la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme, puisse mener librement son travail sans ingérence extérieure ni entrave politique »⁹.

En 2021, les condamnations individuelles pour la terre (accès, captation, crime environnemental ...) représentent un immense défi eu égard aux questions des droits de l'homme au Cambodge¹⁰. Ce défi est particulièrement élevé chez les peuples autochtones étant donné que les concessions foncières économiques (*Economic land concession* : ELC), l'exploitation minière, les barrages hydroélectriques, les empiètements fonciers, la déforestation et l'exploitation forestière illégale sont très présents sur leur territoire¹¹. De fait, les menaces généralisées contre les peuples autochtones ont été exacerbées par les restrictions autoritaires de la part du gouvernement au cours de cette année 2021. La loi sur les associations et les ONG (LANGO) ainsi que la loi sur l'état d'urgence ont été systématiquement utilisées pour restreindre et réprimer la liberté d'expression, les droits de réunion ainsi que la liberté de mouvement^{12,13}.

Une note s'avère toutefois positive : un rapport national sur le statut démographique et socio-économique des peuples autochtones au Cambodge a été produit et disséminé publiquement en cette fin d'année 2021. Le rapport a été rédigé par un groupe de travail du ministère de la Planification, du ministère du Développement rural et de la Commission cambodgienne pour l'alliance des peuples autochtones (*Cambodian Indigenous Peoples Alliance* : CIPA), avec le soutien technique de l'organisation des peuples autochtones du Cambodge (*Cambodian Indigenous Peoples Organization* : CIPO). Ledit rapport contient des informations sur le logement, la terre, la propriété foncière collective, les niveaux d'éducation et d'emploi, ainsi que des données sur le sexe et le statut matrimonial des peuples autochtones. Selon le document, près de la moitié des enfants autochtones du Cambodge censés continuer leurs études ne vont pas à l'école. Environ 24 % terminent leurs études primaires, 10 % leurs études secondaires et 4 % leurs études secondaires. Le dossier comprend également des données sur le taux d'engagement économique actif des peuples autochtones qui est élevé tant pour les hommes (87,7 %) que pour les femmes (85,5 %). La grande majorité de ces actifs travaille dans l'agriculture, avec 90,6% d'hommes et 95,9% de femmes engagés impliqués dans le secteur agricole. Le rapport, qui est le premier du genre, utilise des données officielles sur les peuples autochtones pour une période allant de 2008 à 2013¹⁴.

Les femmes autochtones du Cambodge

Au sein d'une hiérarchie sociale considérant les femmes comme étant inférieures aux hommes, et, de surcroît, les femmes autochtones comme étant inférieures aux hommes

autochtones et à tous les Khmers¹⁵, les femmes autochtones du Cambodge partagent un lourd fardeau suscitant marginalisation et discrimination fondées sur le sexe, l'ethnicité, l'âge et le statut socio-économique^{16,17}.

La vie de la grande majorité des femmes autochtones est intrinsèquement liée à la terre ancestrale. Il s'en suit que leurs moyens de subsistance et leur culture sont sérieusement menacés lorsque l'accaparement des terres, l'exploitation minière et les concessions économiques empiètent sur leurs terres coutumières^{18,19}. La diminution des ressources naturelles communes causée par ces pratiques de développement éminemment dommageables, impulsées par le gouvernement, affecte gravement l'accès aux nourritures sauvages, au gibier, aux sources d'eau, aux zones de pâturage. Ce qui n'est pas sans compromettre, par conséquent, la sécurité alimentaire de nombreux ménages autochtones²⁰. La sécurité foncière est donc l'un des droits humains les plus fondamentaux pour les peuples autochtones, en particulier pour les femmes autochtones²¹.

Dans les régions rurales, les femmes autochtones occupent divers rôles en plus de leurs responsabilités familiales traditionnelles. Les femmes autochtones travaillent à la fois comme agricultrices, ouvrières dans des petits chantiers, ouvrières dans les plantations, tisserandes et productrices d'artisanat. Certaines pratiquent encore la culture itinérante sur brûlis – essartage – et l'élevage et récoltent les ressources forestières telles que le rotin, la résine, la cardamome et le miel. Depuis quelques années, un nombre croissant mais limité de femmes autochtones étudient à l'université et travaillent, par exemple, comme fonctionnaires, avocates et enseignantes^{22,23}.

Dans plusieurs provinces, les femmes autochtones sont d'importants acteurs environnementaux et s'engagent dans des activités collectives destinées à protéger les terres communales et le patrimoine culturel. C'est ainsi que les femmes autochtones Kui (dans les provinces centre-nord de Preah Vihear et Steung Treng) sont des acteurs importants pour la défense de leurs forêts et de leur culture²⁴. Dans les forêts de Prey Lang, de nombreuses femmes Kui font partie du réseau communautaire de Prey Lang (*Prey Lang Community Network* : PLCN) qui patrouille inlassablement le sanctuaire forestier de Prey Lang²⁵. Les femmes bunong patrouillent aussi leurs forêts ancestrales dans la province de Monduliri²⁶.

Dans les provinces de Kampong Speu et de Ratanakiri, les femmes autochtones sont activement engagées dans des protestations et autres formes de résistance, et participent à des barrages routiers et des intrusions dans des territoires saisis par des investisseurs et des compagnies. Plusieurs femmes déclarent ainsi qu'une fois avoir été confrontées à des menaces pesant sur leurs moyens de subsistance et leurs ressources naturelles, elles se sont senties obligées de se joindre à la lutte²⁷. Les femmes autochtones sont aussi actives dans la résolution des conflits fonciers dans leurs propres communautés. L'engagement des femmes en tant que militantes pour la terre a, dans certains cas, conduit les femmes à assumer des rôles de leadership au sein de leurs villages et communes. Désormais certaines femmes s'engagent activement dans la vie économique et politique de leur communauté. Il arrive que certaines sont présentées comme des modèles en raison de leurs engagements, de leurs responsabilités et de leurs réalisations. De fait, elles contribuent de manière significative au bien-être de leur communauté d'appartenance²⁸. Et pourtant, l'implication des femmes nécessite de jongler avec de multiples responsabilités ménagères et bien souvent celles-ci doivent alors obtenir le consentement et le soutien de leurs maris afin d'être assidûment actives dans les combats qu'elles entendent mener²⁹. Selon le groupe de travail des femmes autochtones cambodgiennes (*Cambodian Indigenous Women Working Group* : CIWWG), parce que la protection des terres et des ressources naturelles est souvent en conflit avec les intérêts de l'État ou des entreprises, les défenseurs et défenseuses des droits des femmes autochtones sont confrontés à des niveaux élevés de violence, de harcèlement, de menaces et d'arrestations de la part de l'État et des entreprises ayant leurs propres milices.

En général, explique le CIWWG, la représentation et la participation aux processus décisionnels sont encore limitées pour les femmes autochtones, tant au sein des autorités officielles que dans les conseils communaux. En conséquence, il y a peu d'informations sur les problèmes spécifiques auxquels les femmes autochtones sont confrontées et leur promotion, insuffisamment encouragée, reste parsemée d'embûches³¹. Quand bien-même les femmes sont représentées, leur rôle relève davantage du symbolique avec un pouvoir décisionnel limité et des rôles attribués qui se limitent à questions apolitiques de genre^{32,33}.

L'existence de garanties formelles d'égalité dans les lois, les politiques et les institutions (nationales, régionales et internationales) est loin d'être suffisante pour garantir les droits des femmes à l'alimentation et à la terreⁱ et les droits humains en généralⁱⁱ. Selon le bureau des Nations Unies des droits de l'Homme de Phnom Penh (*Office of the High Commissioner For Human Rights* : OHCHR), la politique nationale sur les peuples autochtones fixe des priorités et des objectifs ambitieux dans plusieurs secteurs mais il est à déplorer une absence manifeste d'une approche de genre permettant d'analyser et de mesurer objectivement la situation sociale, économique et politique des femmes. Pour comprendre la situation particulière des femmes autochtones et la discrimination envers lesquelles elles sont confrontées au sein de leurs propres communautés et dans la société en général, le OHCHR recommande que le Ministère du développement rural, en collaboration avec le Ministère des affaires féminines, élabore un plan d'action fondé sur les droits qui répondent réellement aux besoins et aux attentes des femmes autochtones^{s34.35}.

Les femmes autochtones au Cambodge connaissent un taux d'analphabétisme plus élevé que les hommes et ont moins de possibilités d'éducation que leurs homologues masculins ou que les Khmers³⁶. Le problème est amplifié étant donné que l'éducation bilingue n'est pas soutenue par le Conseil régional de gouvernance. Les peuples autochtones qui parlent leur propre langue sont confrontés à de plus grands défis et seules des organisations caritatives – souvent religieuses chrétiennes - développent, çà et là, des cours en langue vernaculaire. De plus, force est de reconnaître que les femmes autochtones ont un accès insuffisant aux soins de santé, n'ont guère de droits ou de connaissance en santé reproductive, sans oublier que nombre d'entre elles subissent des violences domestiques et des agressions sexuelles. Tragiquement, une forte augmentation des cas de viol a été observée en 2021. Les cas d'agression sexuelle font rarement l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires³⁷, en partie à cause d'un manque de soutien pour les survivantes et leurs familles qui n'ont pas toujours les outils nécessaires pour faire valoir leurs droits et ne sont pas en mesure de poursuivre une affaire pénale sans aide extérieure ni assistance financière et juridique. Pour aggraver les choses, les victimes d'agressions sexuelles et de violences sexistes sont souvent stigmatisées et marginalisées. Même les mesures préventives proposées par les autorités semblent blâmer la victime en suggérant des changements dans le comportement des femmes plutôt qu'un changement dans un patriarcat souvent lourd à supporter pour certaines femmes. Dit autrement, les auteurs des actes de violence ne sont guère tenus responsables de leurs actes d'agression. Il y a donc un sérieux besoin d'améliorer le soutien fourni aux survivantes de la violence sexiste. Les organisations de femmes autochtones encouragent la police à recevoir une formation spécifique afin qu'elle puisse mieux gérer les cas de violence basée sur le genre et aider davantage les survivantes d'agressions sexuelles. Le cadre juridique et politique qui traite de la violence sexiste doit également être modifié pour garantir le respect des obligations internationales du Cambodge en matière de droits humains³⁸.

De nombreuses femmes autochtones cambodgiennes se mobilisent au sein de l'association des femmes autochtones cambodgiennes (*Cambodian Indigenous Women's Association* : CIWA) et du CIWWG. Ces organisations travaillent à promouvoir la sensibilisation aux problèmes des femmes autochtones et à accroître leur participation à la prise de décision et au leadership. Elles travaillent en outre à maintenir et valoriser l'identité autochtone, ainsi qu'à renforcer les

capacités des femmes à comprendre la loi, à participer au discours public tout en signifiant l'importance de protéger les ressources naturelles ainsi que la culture autochtone³⁹.

Plusieurs institutions coutumières autochtones jouent un rôle dans le renforcement de la position des femmes. Chez les Kreung (autochtones du Ratanakiri), les couples nouvellement mariés restent dans la communauté de la mariée pendant plusieurs années, ce qui offre aux jeunes femmes une certaine sécurité dans leur famille et leur communauté⁴⁰. Dans d'autres communautés autochtones, les coutumes existantes favorisent le statut des femmes en tant que propriétaires pratique de l'héritage foncier matrilineaire⁴¹.

La province de Mondolkiri

Tout au long de 2021, la province de Mondulkiri - plus précisément la patrie montagneuse de la province où réside majoritairement le peuple autochtone Bunong - est restée sous une pression immense en raison de plans de développement à grande échelle. L'intensification de l'empiètement des terres conjuguée à la recrudescence de la spéculation foncière ont été signalées dans la majeure partie de la province. Mondulkiri semble en effet vouée à se transformer en une destination touristique (nationale, internationale) avec un nouvel aéroport, des casinos, des hôtels et des centres commerciaux en cours de construction^{42,43,44}. Selon l'OPIC, nombreux sont les villageois Bunong à être contraints, soudoyés et manipulés pour vendre leurs terres à des promoteurs immobiliers, à des magnats, à des représentants du gouvernement et des entreprises chinoises à bas prix. L'OPIC stipule que nombreux sont les responsables gouvernementaux à faciliter illégalement les ventes de titres fonciers (alors que les individus ou les communautés ne soient pas autorisés à vendre des terres communales conformément à la loi cambodgienne). Dans un district, une montagne entière a été achetée à une communauté autochtone, ce qui provoqua des conflits internes car de nombreux membres de la communauté n'avaient pas donné leur consentement pour vendre leurs terres ancestrales à un tel projet de développement. Il s'en suit que de nombreux litiges fonciers sont désormais traités par les tribunaux.

Le mesurage des terres par les autorités n'a pas, dans certains cas, suivi la loi foncière de 2001 ou le sous-décret n° 83 sur la procédure d'enregistrement des terres des communautés autochtones⁴⁵. Il s'en suit que les forêts sacrées, les terres agricoles, les terres ancestrales et les lieux de sépulture sont passés au bulldozer, tandis que les titres fonciers sont remis à des courtiers du développement qui, seulement motivés par l'appât du gain, spéculent sur les bénéfices des ventes. Selon le CIPO, des ventes de terres ainsi que des empiètements ont lieu sur des terres communales, dans des zones protégées et sur des terres officiellement enregistrées auprès des autorités provinciales. L'incapacité des autorités à soutenir les processus collectifs d'enregistrement foncier corrélée à un manque de volonté évident de réprimer les délits tels que l'exploitation forestière illégale et l'empiètement sur les terres continuent de culminer. Il va de soi que de tels conflits fonciers impactent sérieusement le développement économique et social des peuples autochtones. Il arrive même qu'on assiste à une corruption généralisée : les chefs de village, des membres de la communauté, des fonctionnaires et des policiers sont tous de connivence dans le crime d'accaparement des terres. L'impunité règne et la plupart de ces individus (surtout les responsables gouvernementaux impliqués) savent pertinemment que les conséquences de leurs actes seront minimales, étant donné qu'aucune action en justice n'est engagée par le système judiciaire qui lui-même ne fonctionne pas de façon indépendante. Dans le pire des cas, les responsables gouvernementaux impliqués sont rétrogradés de leurs fonctions, mais seulement si l'affaire suscite un haut niveau d'attention. Insidieusement, les appropriations foncières délictueuses ont connu une recrudescence au moment-même où des restrictions pandémiques étaient

imposées dans les régions reculées. La loi sur l'état d'urgence a souvent été utilisée par les autorités comme excuse pour réprimer systématiquement les manifestations, les patrouilles forestières et les rassemblements, ainsi que pour saper la liberté d'expression⁴⁶.

Le point sur les titres fonciers communaux

La loi foncière cambodgienne de 2001 reconnaît la propriété foncière collective des terres autochtones, mais le processus long et compliqué empêche toujours les communautés autochtones d'obtenir des titres fonciers communaux (*communal land titling* : CLT). Seules 14 communautés autochtones sur plusieurs centaines ont définitivement acquis un titre collectif sur leurs terres et, pour la plupart, seulement plusieurs années après avoir déposé leur demande⁴⁷. En 2021, le projet d'allocation des terres pour le développement social et économique (LASED), financé par la Banque mondiale (voir rapport 2021), n'a abouti à aucun CLT pour les peuples autochtones. Les négociations entre le ministère de l'Environnement (MoE) et les communautés autochtones sont toujours en cours, mais il s'agit d'un processus qui prend du temps et qui a encore été ralenti par la pandémie. Les peuples autochtones plaident en permanence pour que le CLT respecte toutes les terres coutumières. Cependant, la taille des revendications territoriales des peuples autochtones pour l'obtention d'un CLT reste très différente de ce que le gouvernement daigne accorder aux communautés. Le CLT catégorise cinq différents types de terres (par exemple, les lieux de sépulture) tandis que les peuples autochtones ont des catégories supplémentaires qui restent encore ignorées par le gouvernement^{48,49}.

Le point sur les négociations au Ratanakiri

Les négociations ont repris en 2021 entre les représentants de 12 villageois autochtones de Ratanakiri et la société vietnamienne de caoutchouc Hoang Anh Gia Lai (HAGL), moyennant une médiation orchestrée par le CAO (*Compliance Advisor Ombudsman*) de la Banque mondiale. Dans une lettre officielle, HAGL aurait accepté de "mettre un terme à la remise en état, au brûlage, à la plantation et à l'empiétement" sur les 742 ha de terres qui devaient être restituées aux communautés victimes de dépossession foncière. Ce qui émergera du processus n'a pas encore été révélé. Pour les communautés autochtones, ce processus continue à être long, douloureux et épuisant, avec des progrès on ne peut plus marginaux⁵⁰.

Le réseau communautaire Prey Lang toujours interdit d'entrer dans la forêt

Une fois de plus, en février, la cérémonie annuelle de bénédiction des arbres célébrée par les Kui, les moines, les étudiants et les militants écologistes au sein du Prey Lang Wildlife Sanctuary a été interdite par le ministère de l'Éducation⁵¹. La cérémonie devait se tenir dans une partie de la forêt de Prey Lang pour promouvoir les efforts de conservation, entrepris par la population locale, contre la déforestation, avec des prières adressées à la forêt. Peu de temps après, cinq membres du PLCN - un réseau composé principalement d'Autochtones Kui qui patrouillent dans les forêts de Prey Lang - ont été arrêtés et détenus arbitrairement par des gardes du ministère de l'Environnement. Les arrestations ont eu lieu après que les militants eurent paisiblement enveloppé des arbres avec des robes safran bénies et accroché des pancartes indiquant : « Pas de tronçonneuse » et « Aidez à préserver notre forêt patrimoniale ancestrale ». Les militants ont été libérés trois jours plus tard après avoir été contraints de signer des documents leur interdisant d'enquêter davantage sur la déforestation illégale à Prey Lang. Selon les membres du PLCN, les autorités auraient forcé à plusieurs reprises les accusés à ratifier des papiers stipulant qu'ils mettent officiellement fin à leurs activités de

protection de la forêt⁵³. Une telle interdiction réprime et sape sérieusement les efforts environnementaux visant à protéger les droits des peuples autochtones résidant dans et autour des forêts de Prey Lang⁵⁴.

Contre toute attente, le PLCN a récemment appris que le tracé proposé d'une ligne électrique de transmission de 200 km reliant Phnom Penh à la frontière Cambodge-Laos passerait par le sanctuaire de Prey Lang. Le PLCN est alarmé par cette nouvelle dévastatrice qui ne ferait qu'intensifier la poursuite de la dégradation des forêts ; une telle déforestation aurait un impact irréversible sur la faune, la biodiversité, les moyens de subsistance et les cultures des hommes et des femmes résidant dans et autour Prey Lang. Il y a un besoin urgent d'une évaluation de l'impact environnemental (EIE) et d'un dialogue entre les parties prenantes, y compris l'établissement d'un consentement libre, préalable et éclairé, avec les communautés qui vivent à proximité du sanctuaire de Prey Lang avant le lancement de tels travaux⁵⁵.

Une conséquence courante de l'empiètement accéléré sur les terres des peuples autochtones au Cambodge est la détérioration de leur patrimoine culturel et de leurs moyens de subsistance⁵⁶ assortie de la contrainte de migrer ailleurs pour travailler⁵⁷. Quand des terres sont confisquées aux peuples autochtones, non seulement ils perdent leurs maisons et leurs champs, mais ils sont également privés de leur lien avec leurs ancêtres, leur culture et leurs traditions. Les conflits fonciers sont sans aucun doute l'un des problèmes les plus fâcheux pour les peuples autochtones du Cambodge.

Notes et références

1. Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD). "Concluding observations on the combined fourteenth to seventeenth reports of Cambodia." 30 January 2020. Accessed January 31, 2022. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fKHM%2fC0%2f14-17&Lang=en
2. OHCHR. "End of the mandate statement by the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia." 30 April 2021. Accessed January 31, 2022. <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27039&LangID=E>
3. International Labour Organization (ILO). "Up-to-date Conventions and Protocols not ratified by Cambodia." Accessed January 31, 2022. https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11210:0::NO:11210:P11210_COUNTRY_ID:103055
4. OHCHR Cambodia. UNIFEM and OHCHR. "Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and its Optional Protocol." January 2010. Accessed January 31, 2022. https://cambodia.ohchr.org/sites/default/files/Treaty/CEDAW_EN.pdf
5. UN WOMEN. "UN Women Cambodia". Accessed January 31, 2022. <https://asiapacific.unwomen.org/en/countries/cambodia>
6. UNDP. Human Development Reports. "Human Development Indicators" 2021. Accessed January 31, 2022. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/KHM>
7. OHCHR. "Cambodia: Stop using courts to persecute people who stand up for human rights-UN experts." 02 November 2021. Accessed January 31, 2022. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27745&LangID=E>
10. OHCHR. "End of the mandate statement by the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia." 30 April 2021. Accessed January 31, 2022. <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27039&LangID=E>
11. Asian Indigenous Women's Network (AIWN). AIWN and Tebtebba Foundation. "Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2." (2021). Accessed January 31, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women-s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia-cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/>
12. Amnesty International USA. Lin, Joanne. "Re: Amnesty International's Human Rights Priorities for Southeast Asia". 18 February 2021. Accessed January 31, 2022. <https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2021/02/Amnesty-International-letter-to-NSC-re-SE-Asia-human-rights-priorities-FINAL-2-18-21.pdf>
13. According to CIPO.
14. Cambodia Indigenous Peoples Organization (CIPO). "National Report On Demographic And Socio-Economic Status Of Indigenous Peoples In Cambodia." October 23, 2021. Accessed January 31, 2022. <https://cipocambodia.org/national-report-on-demographic-and-socio-economic-status-of-indigenous-peoples-in-cambodia/>
15. Beban, Alice. Unwritten Rule: State-Making through Land Reform in Cambodia (Cornell University Press. Cornell Series on Land: New Perspectives on Territory, Development, and Environment, 2021)
16. AIWN and Tebtebba Foundation. Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2, 2021. Accessed January 31, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women->

- s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia- cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/ le
17. Loek, Sreyneang and Raymond Hyma. Indigenous Identify and Gender: Cambodian Indigenous women navigate life in the capital. Cambodia Indigenous Women Working Group and Women Peace Makers, 2021. Accessed January 31, 2022. <https://wpmcambodia.org/wp-content/uploads/2021/02/Indigenous-identity-and-gender.pdf>
 18. According to CIWWG.
 19. Five-Year Strategic Plan of the Cambodian Indigenous Women Working Group (2019-2023)
 20. Gironde, Christophe, Fenneke Reysoo, Andres Torrico Ramirez and Seng Suon. "No cash, no food. Gendered reorganization of livelihoods and food security in Cambodia." *The Journal of Peasant Studies* 48 (2021): 1485-1506. Accessed February 1, 2022. <https://doi.org/10.1080/03066150.2021.1960826>
 21. OHCHR Cambodia. "Collective land titling in Cambodia – a case for reform?", 2021. Accessed February 1, 2022. https://cambodia.ohchr.org/iplands/wp-content/uploads/2021/05/CLT-RECOMMENDATION_ENG.pdf
 22. Loek, Sreyneang and Raymond Hyma. Indigenous Identify and Gender: Cambodian Indigenous women navigate life in the capital. Cambodia Indigenous Women Working Group and Women Peace Makers, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://wpmcambodia.org/wp-content/uploads/2021/02/Indigenous-identity-and-gender.pdf>
 23. Cambodianess. Sao Phal Niseiy. "Speaking Up for Indigenous Girls and Women". April 11, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://cambodianess.com/article/speaking-up-for-indigenous-girls-and-women>
 24. AIWN and Tebtebba Foundation. Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women-s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia- cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/ le>
 25. Theilade, Ida, Søren Brofeldt, Nerea Turreira-García and Dimitris Argyuiou. "Community monitoring of illegal logging and forest resources using smartphones and the Prey Lang application in Cambodia." In *Geographic Citizen Science Design: No one left behind*, edited by Artemis Skarlatidou and Muki Haklay, 266-281. UCL Press, 2021. doi:10.2307/j.ctv15d8174.21.
 26. Dara, Mech. "Land Sales, Covid-19 Increasingly Upend Indigenous Ways of Life." September 9, 2021. Voice of Democracy (VOD). Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/land-sales-covid-19-increasingly-upend-indigenous-ways-of-life/>
 27. Park, Clara Mi Young. "Our Lands are Our Lives": Gendered Experiences of Resistance to Land Grabbing in Rural Cambodia. *Feminist Economics* 25 (2021): 21-44. Accessed February 1, 2022. <https://doi.org/10.1080/13545701.2018.1503417>
 28. AIWN and Tebtebba Foundation. Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women-s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia- cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/ le>
 29. Park, Clara Mi Young. "Our Lands are Our Lives": Gendered Experiences of Resistance to Land Grabbing in Rural Cambodia. *Feminist Economics* 25 (2021): 21-44. Accessed February 1, 2022. <https://doi.org/10.1080/13545701.2018.1503417>
 30. AIWN and Tebtebba Foundation. Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women-s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia- cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/ le>
 31. According to CIPO.
 32. Diokno, M. and Bunn, R. "Report on Gender-Based Violence against Indigenous Women in Three Provinces of Cambodia".
 33. Martignoni, Joanna Burke. "A feminist methodology for implementing the right to food in agrarian communities: re actions from Cambodia and Ghana". *The Journal of Peasant Studies* 48 (2021): 1459-1484. Accessed February 1, 2022. <https://doi.org/10.1080/03066150.2021.1928642>
 34. CIWWG. "Annual Progress Report of the Cambodian Indigenous Women Working Group." (Available on request from CIWWG)
 35. OHCHR Cambodia. "Collective land titling in Cambodia – a case for reform?" 2021. Accessed February 1, 2022. https://cambodia.ohchr.org/iplands/wp-content/uploads/2021/05/CLT-RECOMMENDATION_ENG.pdf
 36. CIWWG. Five-Year Strategic Plan of the Cambodian Indigenous Women Working Group. (2019-2023) (Available on request by CIWWG)
 37. CIWWG. "Annual Progress Report of the Cambodian Indigenous Women Working Group." (Available on request by CIWWG)
 38. Diokno M. and Bunn, R. "Report on Gender-Based Violence against Indigenous Women in Three Provinces of Cambodia".
 39. CIWWG. "Annual Progress Report of the Cambodian Indigenous Women Working Group" (Available on request by CIWWG)
 40. Leth, Signe. "Behind the Smile: An Anthropological study about domestic violence among the Kreung community in Ratanakiri, Cambodia." *Academia*, 2011. Accessed February 1, 2022. https://www.academia.edu/1550126/Domestic_violence_report_Signe_Leth_2012
 41. DEMETER - Gender, Land and the Right to Food. Accessed February 1, 2022. <https://r4d-demeter.info>
 42. Dara, Mech. "Land Sales, Covid-19 Increasingly Upend Indigenous Ways of Life." September 9, 2021. Voice of Democracy (VOD). Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/land-sales-covid-19-increasingly-upend-indigenous-ways-of-life/>
 43. Keeton-Olsen, Danielle and Mech Dara. "Redd Alert: Capturing chainsaws, carbon at Keo Seima climate project." Voice of Democracy (VOD), November 12, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/redd-alert-capturing-chainsaws-capturing-carbon-at-keo-seima-climate-project/>
 44. Leakhena, Khan. "Mondulkiri Gov't Awaits Green Light to Put SEZ in Sanctuary's 'Evergreen Forest.'" Voice of Democracy (VOD), August 18, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/mondulkiri-govt-awaits-green-light-to-put-sez-in-sanctuaries-evergreen-forest/>
 45. Cambodia Indigenous Peoples Organization (CIPO). "Sen Monorum City: Case Study in Pulung village, Sangkat Rumonea. O'raing district: Case Studies in

-
- 1 Angdong Kraloeng village. 2 Puchob village, 3. Pules village and 4. Purang village. Pechreada district: A case study in Puradet village." 6 April 2021.
46. Dara, Mech. "Land Sales, Covid-19 Increasingly Upend Indigenous Ways of Life." Voice of Democracy (VOD). September 9, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/land-sales-covid-19-increasingly-upend-indigenous-ways-of-life/>
 47. AIWN and Tebtebba Foundation. Unheard and Unseen: Indigenous Women's Path to Empowerment and Sustainable Development — Cambodia, Indonesia, Philippines, Thailand and Vietnam - Volume 2, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://www.asianindigenouswomen.org/index.php/publications-and-multimedia/190-unheard-and-unseen-indigenous-women-s-path-to-empowerment-and-sustainable-development-volume-2-south-east-asia-cambodia-indonesia-philippines-thailand-and-vietnam/>
 48. According to CIPO.
 49. Khut Sokun. "Mondulkiri District Governor Transferred Over Illegal Land Grabbing." September 30, 2020. Voice of Democracy (VOD). Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/mondulkiri-district-governor-transferred-over-illegal-land-grabbing/>
 50. Summary- Joint zoom meeting between HAGL Agric and representatives of twelve communities in the CAO facilitated Mediation process on January 27, 2021. (Documents available from CIPO)
 51. Techsend, Tran, Danielle Keeton-Olsen and Samoeun Nicseybon. "Report Connects Prey Lang Deforestation to Community Patrol Crackdown". Voice of Democracy (VOD), March 5, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/report-connects-prey-lang-deforestation-to-community-patrol-crackdown/>
 52. Flynn, Gerald. "Cambodians ght the 'cancer' eating away at Prey Lang Wildlife Sanctuary. Mongabay, March 18, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://news.mongabay.com/2021/03/cambodians-ght-the-cancer-eating-away-at-prey-lang-wildlife-sanctuary/>
 53. Sokun, Khot. "Prey Lang Community Patrollers asked to Sign Contracts to Formalize Bans". Voice of Democracy (VOD), February 24, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/prey-lang-community-patrollers-asked-to-sign-contracts-to-formalize-bans/>
 54. Amnesty International. "Cambodia: Widespread illegal logging in Prey Lang rainforest amid ban on community patrols". February 25, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/cambodia-widespread-illegal-logging-in-prey-lang-rainforest-amid-ban-on-community-patrols/>
 55. Keeton-Olsen, Danielle. "Power Line to Cut Through Prey Lang, Troubling Conservation Partners." Voice of Democracy (VOD), December 23, 2020. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/power-line-to-cut-through-prey-lang-troubling-conservation-partners/>
 56. Dara, Mech. "Land Sales, Covid-19 Increasingly Upend Indigenous Ways of Life." Voice of Democracy (VOD), September 9, 2021. Accessed February 1, 2022. <https://vodenglish.news/land-sales-covid-19-increasingly-upend-indigenous-ways-of-life/>
 57. Dara, Mech and Ananth Balica. "This Is My Land; Kuy Villagers Reclaim Preah Vihear Sugar Plantation. Voice of Democracy (VOD), October 27, 2021. <https://vodenglish.news/this-is-my-land-kuy-villagers-reclaim-preah-vihear-sugar-plantation/>

Cet article a été produit par l'**Alliance des peuples autochtones du Cambodge (CIPA)**. Le CIPA est une alliance d'organisations, d'associations et de réseaux de communautés et de peuples autochtones. **Katrine Gro Fribourg** est une chercheuse travaillant sur les savoirs autochtones, la déforestation, la sécurité alimentaire et les relations ethnobotaniques. Traduction par **Frédéric Boudier**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie